

Monsieur LABORIE André
N° 2 rue de la forge
31650 Saint Orens.
« Courrier transfert »
Tél : 06-50-51-75-39
Mail : laboriandr@yahoo.fr
Site : <http://www.lamafiajudiciaire.org>

Le 22 novembre 2016

PS : « Actuellement le courrier est transféré suite à la violation du domicile en date du 27 mars 2008 par Monsieur TEULE Laurent, domicile actuellement occupé par un tiers sans droit ni titre régulier soit Monsieur REVENU et Madame HACOUT) ». « **En attente d'expulsion** » « *Voir le PV de gendarmerie du 20 août 2014 après vérification des pièces produites* »

- *Elu à domicile de la SCP d'huissiers FERRAN 18 rue Tripière 31000 Toulouse qui me transmettra des actes :*

M.M le Doyen des Juges d'instruction.
T.G.I de Toulouse.
2 allées Jules Guesdes.
31000 Toulouse

Lettre recommandée avec A.R : N° 1A 131 076 9129 3

FAX : 05-61-33-73-75

OBJET :

- **N° PARQUET** : 16299000023
- **N° de Dossier Instruction** : JICABDOY 16000117

M.M le juge d'instruction

Je vous prie de trouver ci-joint :

- La décision de l'aide juridictionnelle totale obtenue le 24 octobre 2016 ***dont prise connaissance que le 22 novembre 2016.***
- Mon courrier du 23 novembre 2016 adressé à Madame la Bâtonnière pour nomination d'un avocat dans l'urgence.

Qu'au vu de l'urgence et pour infraction instantanée à faire cesser : « Trouble à l'ordre public »

- Mon dernier courrier adressé à la gendarmerie de Saint Orens en date du 12 novembre 2016.

Qu'au vu de l'urgence et des agissements de Madame Gaëlle BAUDOUIN CLERC ayant usurpé les fonctions du préfet de la HG.

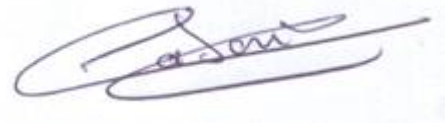
- Ci-joint Mémoire de la SCP COUTARD et autres, Avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation, déposé devant le Conseil d'Etat en demande d'indemnisation et pour les faits très graves qui sont repris avec preuves à l'appui.

Certes que l'Etat a la possibilité d'exercer l'action récursoire sur les auteurs et complices.

- *Mais avant tout les faits repris dans ma dernière saisine du 12 novembre 2016 auprès de la gendarmerie de Saint ORENS doivent cesser.*

Je vous prie de croire Monsieur, Madame le juge d'instruction, l'expression de mes salutations distinguées.

Monsieur LABORIE André



PIECES :

- La décision de l'aide juridictionnelle totale obtenue le 24 octobre 2016 *dont prise connaissance que le 22 novembre 2016.*
- Mon courrier du 23 novembre 2016 adressé à Madame la Bâtonnière pour nomination d'un avocat dans l'urgence.
- Mon dernier courrier adressé à la gendarmerie de Saint Orens en date du 12 novembre 2016.
- Ci-joint Mémoire de la SCP COUTARD et autres, Avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation, déposé devant le Conseil d'Etat en demande d'indemnisation et pour les faits très graves qui sont repris avec preuves à l'appui.

PS : Je rappelle que l'intégralité de la plainte du 6 septembre 2015 et suivantes, l'ensemble de toutes les pièces produites en son bordereau de pièces constitutives de preuves peuvent être consultées sur mon site internet destiné à toutes les autorités judiciaires et administratives pour une parfaite compréhension, dont il est possible d'imprimer.

Soit au lien suivant :

<http://www.lamafiajudiciaire.org/2008/Restucture%20site/Doyen%20des%20juges%20toulouse/Plainte%20D.J%206%20septembre%202015.htm>